
Comité des Parties

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul)

Rapport de la 13^e réunion

Strasbourg, 5-6 décembre 2022

IC-CP/Inf(2022)RAP13

Publié le 14 février 2023

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour	Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour	3
Point 2 de l'ordre du jour	Informations budgétaires et administratives	3
Point 3 de l'ordre du jour	Etat des signatures et des ratifications de la Convention d'Istanbul	3
Point 4 de l'ordre du jour	Echange de vues avec Iris Luarasi, Présidente du GREVIO	4
Point 5 de l'ordre du jour	Recommandations sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul	4
Point 6 de l'ordre du jour	Échange de vues avec Zita Gurmai, Rapporteuse générale sur la violence à l'égard des femmes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	4
Point 7 de l'ordre du jour	Élection des membres du Bureau	5
Point 8 de l'ordre du jour	Date de la prochaine réunion	5
Point 9 de l'ordre du jour	Questions diverses	5
Point 10 de l'ordre du jour	Adoption de la liste des décisions prises	5
Annexe I: Agenda		6
Annexe II: Liste des participants		7

Point 1 de l'ordre du jour Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ci-après dénommés respectivement « le Comité » et « la convention ») a tenu sa 13e réunion les 5 et 6 décembre 2022 à Strasbourg, sous forme hybride. Il a adopté le projet d'ordre du jour de la réunion qui fait l'objet du document IC-CP(2022)OJ13prov et qui est reproduit à l'annexe I.

Point 2 de l'ordre du jour Informations budgétaires et administratives

La Secrétaire exécutive explique que les fonds spéciaux alloués aux mécanismes de suivi ont permis au Comité des Parties d'adopter neuf recommandations cette année. Ces fonds ont aussi permis de recruter deux personnes pour renforcer les effectifs de la Division de la violence à l'égard des femmes. En outre, la Secrétaire exécutive informe le Comité des changements de personnel au sein du Secrétariat.

Par ailleurs, des contributions volontaires ont permis au Secrétariat de mener, outre les activités relatives aux évaluations de référence du GREVIO, des activités comme l'organisation de tables rondes portant sur le suivi des constatations faites par le GREVIO dans les pays qu'il a déjà évalués. La Secrétaire exécutive précise au Comité qu'une telle table ronde peut être organisée dans tout État partie qui a déjà fait l'objet de la procédure d'évaluation ; la Secrétaire exécutive appelle donc les États intéressés à se manifester.

Point 3 de l'ordre du jour Etat des signatures et des ratifications de la Convention d'Istanbul

a) Mesures prises par les États membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul : tour de table

La Présidente invite les États signataires à communiquer des informations sur la progression du processus de ratification. La représentante de la République tchèque informe le Comité que la situation est restée inchangée depuis la dernière réunion du Comité, faute de consensus au niveau politique. Le représentant de la Lettonie explique que le processus de ratification n'a pas progressé car un nouveau gouvernement doit être formé à la suite des dernières élections.

b) Mesures prises par les États non-membres du Conseil de l'Europe invités à adhérer à la Convention d'Istanbul : tour de table

Les représentants du Kazakhstan et d'Israël prennent la parole pour communiquer au Comité des informations sur les mesures prises par leurs États en vue de l'adhésion. Israël informe le Comité qu'il espère pouvoir ratifier la convention avec l'appui du nouveau gouvernement national, tandis que le Kazakhstan rend compte des mesures prises dans le domaine de la violence à l'égard des femmes au niveau national et demande au Comité de soutenir les efforts déployés par les autorités pour lutter contre la diffusion dans le pays de fausses informations sur la convention.

c) Mesures prises par l'Union européenne en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul : actualité législative

Il est décidé d'examiner ce point de l'ordre du jour lors de la réunion suivante du Comité.

d) Déclarations et réserves

La Secrétaire exécutive informe le Comité que, depuis sa dernière réunion, un État partie, l'Allemagne, a décidé de retirer ses réserves. Un autre État partie, la Suisse, a décidé de les maintenir.

Point 4 de l'ordre du jour Echange de vues avec Iris Luarasi, Présidente du GREVIO

La Présidente du GREVIO, Mme Iris Luarasi, présente au Comité les travaux du GREVIO et évoque notamment la publication de la Recommandation générale n° 1 du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes. Elle rappelle au Comité que de nouveaux membres du GREVIO ont été élus et l'informe de la publication récente de neuf rapports d'évaluation de référence. Elle ajoute que les procédures d'évaluation concernant l'Ukraine et le Royaume-Uni ont été lancées et que le questionnaire pour la 1^{re} évaluation thématique du GREVIO sera envoyé au premier groupe d'États parties début 2023.

Plusieurs délégations prennent la parole pour remercier Iris Luarasi et le GREVIO pour le travail remarquable qui a été réalisé. En réponse à des questions posées par des délégations, Iris Luarasi donne de plus amples informations au sujet de la Recommandation générale n° 1 du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes et au sujet de la procédure de sélection des membres du GREVIO.

Point 5 de l'ordre du jour Recommandations sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul

La Secrétaire exécutive présente des statistiques sur les nouvelles recommandations relatives à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul que le Comité est invité à adopter et sur les tendances actuelles.

La Présidente présente les projets de recommandations du Comité des Parties sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul s'adressant à l'Allemagne, à la Bosnie-Herzégovine, à Chypre, à l'Estonie, à la Géorgie, à l'Islande, à la Norvège, à la Roumanie et à la Suisse. Les personnes représentant ces neuf États parties remercient le GREVIO pour les constats et les analyses figurant dans les rapports d'évaluation de référence respectifs, font part de l'intention de leurs autorités de suivre les recommandations et donnent des exemples des efforts déployés pour mettre en œuvre la Convention d'Istanbul dans leurs contextes nationaux. À la demande de la personne représentant la Géorgie, le libellé d'une recommandation s'adressant à la Géorgie est légèrement modifié. Les recommandations concernant l'Allemagne, la Bosnie-Herzégovine, Chypre, l'Estonie, la Géorgie, l'Islande, la Norvège, la Roumanie et la Suisse sont adoptées par le Comité.

Point 6 de l'ordre du jour Échange de vues avec Zita Gurmai, Rapporteuse générale sur la violence à l'égard des femmes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Zita Gurmai souligne l'importance d'appliquer la convention et l'utilité de recourir aux technologies de l'information et de la communication pour sensibiliser l'opinion publique. En outre, elle informe le Comité des actions et initiatives récentes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et explique comment les parlementaires peuvent promouvoir la signature et la ratification de la convention.

Plusieurs délégations prennent la parole pour remercier Zita Gurmai. En réponse à des questions posées par des délégations, Zita Gurmai parle d'une tendance générale à la régression en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et évoque les fausses informations qui circulent au sujet de la convention. Elle souligne qu'il y a des femmes à qui la convention a sauvé la vie. En outre, plusieurs membres du Comité expliquent à l'aide d'exemples comment leurs parlements respectifs contribuent à la mise en œuvre de la convention au niveau national.

Enfin, les personnes représentant les États parties discutent de l'évolution des dispositions pénales relatives à la violence sexuelle et au viol, et de leur mise en conformité avec l'article 36 de la convention.

Point 7 de l'ordre du jour Élection des membres du Bureau

La Présidente propose que le mandat du Bureau soit prorogé d'un an. Aucune objection n'est soulevée.

Point 8 de l'ordre du jour Date de la prochaine réunion

Le Comité décide de tenir sa prochaine réunion le 1er juin 2023.

Point 9 de l'ordre du jour Questions diverses

Aucune autre question n'est abordée.

Point 10 de l'ordre du jour Adoption de la liste des décisions prises

Le Comité adopte la liste de décisions faisant l'objet du document IC-CP/Inf(2022)LD13.

Annexe I: Agenda

- 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour (14:30)**
- 2. Informations budgétaires et administratives**
- 3. État des signatures et des ratifications de la Convention d'Istanbul**
 - a) Mesures prises par les États membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul : tour de table
 - b) Mesures prises par les États non-membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul : tour de table
 - c) Mesures prises par l'Union européenne en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul : évolution législative
 - d) Déclarations et réserves
- 4. Echange de vues avec Iris Luarasi, Présidente du GREVIO**
- 5. Recommandations sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul**
 - **Romanie** [IC-CP(2022)6 prov]
 - **Bosnie Herzégovine** [IC-CP(2022)7 prov]
 - **Allemagne** [IC-CP(2022)8 prov]
 - **Estonie** [IC-CP(2022)9 prov]
 - **Chypre** [IC-CP(2022)10 prov]
 - **Suisse** [IC-CP(2022)11 prov]
 - **Islande** [IC-CP(2022)12 prov]
 - **Norvège** [IC-CP(2022)13 prov]
 - **Géorgie** [IC-CP(2022)14 prov]
- 6. Échange de vues avec Zita Gurmai, Rapporteuse générale sur la violence à l'égard des femmes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**
- 7. Élection des membres du Bureau [[Règles de procédure](#)]**
- 8. Date de la prochaine réunion**
- 9. Questions diverses**
- 10. Adoption de la liste des décisions prises**

Annexe II: Liste des participants**13e réunion CdP****BUREAU**

Mme Marie FONTANEL
Présidente
Ambassadrice
Représentante Permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

Mr Domenik WANGER
First Vice-President
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Liechtenstein
to the Council of Europe

Mr Andrej SLAPNIČAR
Second Vice-President
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Slovenia
to the Council of Europe

MEMBERS / MEMBRES**ALBANIA / ALBANIE**

Etleva SHESHI
Director general of Social inclusion and gender equality
Ministry of Health and Social Welfare

ANDORRA / ANDORRE

M. Joan FORNER ROVIRA
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Représentant Permanent de l'Andorre
auprès du Conseil de l'Europe

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Marie Theres PRANTNER
Austrian Federal Ministry of Education and Women's Affairs
IV/4 – Violence against Women and women-specific legislation

Ms Aloisia WÖRGETTER
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representation of Austria to the Council of Europe

BELGIUM / BELGIQUE

Ms Marijke WEEWAUTERS
Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms. Samra HADZIABDIC-FILIPOVIC
Director of the Agency for Gender Equality, Ministry for Human Rights and Refugees

CROATIA / CROATIE

Ms Sandra BATLAK
Senior Adviser
Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy

Ms Monika BEGOVIC
Senior Expert Adviser
Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy

Ms Narcisa BEĆIREVIĆ
Deputy to the Permanent Representative of Croatia

CYPRUS / CHYPRE

Ms Niki ANDREOU
Administrative Officer
Gender Equality Unit of the Ministry of Justice and Public Order

DENMARK / DANEMARK

Rune KISTRUP
Head of Section
Ministry of Justice

ESTONIA / ESTONIE

Ms Anne KRUUSEMENT
Adviser
Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Ms. Nina NORDSTROM
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Finland to the Council of Europe

FRANCE

Ms Stéfania CHIRU
Chargé de mission du bureau des affaires européennes et internationales
Direction générale de la cohésion sociale
Ministère des affaires sociales et de la santé

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Niko TATULASHVILI -
Advisor to the Prime Minister of Georgia on Human Rights Issues

Ms Eliso SHANIA
Deputy Head of the Human Rights Secretariat
Administration of the Government of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Katharina WIATR
Unit 403 - Protection of Women from Violence German Federal Ministry for Family Affairs, Senior
Citizens, Women and Youth

GREECE / GRÈCE

Ms Angeliki PAPAZOGLU
Deputy Head of Directorate of social Protection and Counselling services
General secretariat for Family Policy and Gender Equality
Ministry of Labour and Social Policy

ICELAND / ISLANDE

Ms Hildur Sunna PÁLMAÐÓTTIR
Ministry of Justice

Mr Thorvardur Atli THORSSON
Counsellor Permanent Representative of Iceland

IRELAND / IRLANDE

Mr Ross WYNNE
Department of Justice

ITALY / ITALIE

M. Stefano PIZZICANNELLA
Director general for equal opportunities' policies
Department for equal opportunities
Presidency of the Council of Ministers

Ms Cordialina COPPOLA
Expert Officer in Conciliation Policies
Presidency of the Council of Ministers

Ms Cristiana CARLETTI
Representative of Italian Department for Equal Opportunities
"Roma 3" University

LIECHTENSTEIN

Ms Martina EDLUND
Office pour les Affaires étrangères

LUXEMBOURG

Mme Anouk DUFOIX
Représentation Permanente du Luxembourg
Auprès du Conseil de l'Europe

MALTA / MALTE

Ms Sasha Na Jeong FARRUGIA
Ministry for Justice, Equality and Governance

MOLDOVA / MOLDAVIE

Ms Lilia PASCAL
Head of Division for policies to ensure equality between men and women
Ministry of Health, Labour and Social Protection

MONACO

Ms Margaux GIRARDIN
Trainee, Permanent Representation of Monaco

MONTENEGRO

Ms Jovana RADIVIKOVIC -
Senior Adviser III
Directorate for Social Welfare and Children Protection
Ministry of Labour and Social Welfare

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Jitske BOSCH
Senior policy advisor
Ministry of Health, Welfare and Sports

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

Ms Svetlana CVETKOVSKA
Ministry of Labour and Social Policy
Sector for Equal Opportunity

NORWAY / NORVEGE

Ms Hilde Marit KNOTTEN
Senior Advisor
Ministry of Justice and Public Security
Police Department

POLAND / POLOGNE

Mme Joanna MACIEJEWSKA
Département de la Cooperation Internationale

PORTUGAL

Ms Marta SILVA
Head of the Domestic Violence / Gender Violence Unit at the Commission for Citizenship and Gender Equality

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Andrea PASCU
Head of Unit
National Agency for Equal Opportunities between Women and Men - NAEO

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Mr Stefano PALMUCCI
Département des Affaires Etrangères

SERBIA / SERBIE

Mr Marco POTIC –
Deputy to the Permanent Representative of the Republic of Serbia to the Council of Europe

Ms Gordana PREDIC
Special Advisor to the Vice-President of the Government and Minister of Culture

SLOVENIA / SLOVENIE

Ms Sara SLANA
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

SPAIN / ESPAGNE

Ms Elisa NIETO
Senior Advisor
Government Delegation Against Gender Violence (Ministry of Equality)

SWEDEN / SUÈDE

Ms Caroline HAMMARBERG
Head of Section
Division for Gender Equality
Ministry of Employment

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Gian BEELI
Collaborateur scientifique « Domaine Violence »
Département fédéral de l'intérieur DFI
Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Andrew LEWIS
Policy lead, Stalking and 'Honour'-Based Abuse
Interpersonal Abuse Unit
Home Office

Ms Nadia HASHMI
Deputy Permanent Representative

UKRAINE

Ms Angelina OLIINYCHENKO
Directorate of social services development and children rights protection
Ministry of Social Policy

PARTICIPANTS**STATES WHICH HAVE SIGNED BUT NOT YET RATIFIED THE CONVENTION****CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Barbora Šváchová
Senior Ministerial Counsellor
Criminal Law Unit - Legislative Department
Ministry of Justice

Ms Pavla Pešatová
Senior Ministerial Counsellor
Criminal Law Unit - Legislative Department
Ministry of Justice

LATVIA / LETTONIE

Mr Jānis KĀRKLIŅŠ
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

STATES INVITED TO ACCEDE TO THE CONVENTION**ISRAEL**

Ms Ayala MEIR
Senior Manager of the Family, Children and Youth in the Community Division
Ministry of Welfare and Social Affairs

Mr Keshet FINEBERG
Legal Advisor
Ministry of Welfare and Social Affairs

KAZAKHSTAN

Mr Anuarbek AKHMETOV
Consul General
Représentation du Kazakhstan auprès du Conseil de l'Europe

Mr Stanislav VASSILENKO
Ministre-conseiller
Représentation du Kazakhstan auprès du Conseil de l'Europe

SECRETARIAT

Secretariat of the monitoring mechanism of the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence / Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Ms Johanna NELLES
Executive Secretary / Secrétaire exécutive
Head of the Violence against Women Division / Cheffe de la Division Violence à l'égard des femmes

Ms Françoise KEMPF
Administratrice

Ms Francesca MONTAGNA
Administratrice

Ms Elif SARIAYDIN
Administratrice

Ms Sabrina WITTMANN
Administratrice

Ms Christine EBEL
Assistante administrative principale

Ms Zsuzsanna MOLNAR
Administrative Assistant / Assistante administrative

Ms Louise MORLON
Administrative Assistant / Assistante administrative

Ms Irida VARFI-BOEHRER
Administrative Assistant / Assistante administrative

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Remy JAIN

Ms Gillian BEETON-WAKENHUT

Ms Maryline NEUSCHWANDER